

**Olivier Courteaux. *Le Canada entre Vichy et la France libre, 1940-1945*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2015, 314 p.**

Hugues Théorêt

Volume 16, Number 2, Spring 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1041792ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1041792ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (print)

1927-9299 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Théorêt, H. (2016). Review of [Olivier Courteaux. *Le Canada entre Vichy et la France libre, 1940-1945*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2015, 314 p.] *Mens*, 16(2), 124–128. <https://doi.org/10.7202/1041792ar>

**Olivier Courteaux. *Le Canada entre Vichy et la France libre, 1940-1945*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2015, 314 p.**

Au début de la Seconde Guerre mondiale, pendant que la France vit sous l'occupation allemande, le Canada maintient des relations diplomatiques à la fois avec le gouvernement de Vichy du maréchal Pétain, qui prend ses ordres de Berlin, et la France libre, dirigée à distance par le général de Gaulle, qui a trouvé refuge en Angleterre. Drôle de paradoxe quand on sait que le Canada a été l'un des premiers pays, après l'Angleterre et la France, à déclarer la guerre à l'Allemagne en septembre 1939. Alors pourquoi le gouvernement libéral de Mackenzie King a-t-il choisi de jouer cette carte diplomatique à double face? Pour servir les intérêts de ses alliés britanniques et américains, bien sûr, mais surtout pour ménager les susceptibilités des Canadiens français dont les opinions étaient partagées entre le soutien au régime de Vichy et la France libre, dit Olivier Courteaux, dans un livre qui vient d'être publié aux Presses de l'Université Laval. Comme ce fut le cas lors du plébiscite de 1942, c'est donc par souci d'unité nationale que le premier ministre Mackenzie King a choisi de maintenir des relations diplomatiques à la fois avec Pétain et de Gaulle jusqu'à ce que le Canada décide, à partir de novembre 1942, d'accorder son soutien entier à la France libre.

L'approche de l'historien spécialisé dans l'histoire des conflits au xx<sup>e</sup> siècle et conférencier en relations internationales contemporaines diffère de celle de l'historien Éric Amyot, qui a étudié le rôle joué par le Canada français dans les relations diplomatiques entre le gouvernement canadien, le régime de Vichy et la France libre. Ce dernier s'est surtout intéressé à la manière dont les propagandes vichyste et gaulliste se disputèrent l'opinion publique canadienne-française. Courteaux a plutôt axé son essai sur le comportement d'Ottawa face à la dualité qui existait entre le gouvernement de Vichy et la France libre. Il peint un Mackenzie King jouant sur deux

tableaux. Dans son journal, King écrit le 23 juin 1940 : « Pétain et ses collègues sont des fascistes<sup>1</sup>. » Pourtant, souligne l'auteur, lors d'un discours à la Chambre des communes, prononcé le 18 juin 1940, King a rendu un vibrant hommage à la France et au courage de son armée (p. 50).

Courteaux révèle plusieurs tractations diplomatiques de ce genre dans son ouvrage fort captivant d'un peu plus de 300 pages, qui s'appuie en grande partie sur des sources primaires gouvernementales, dont les fonds des premiers ministres canadiens et des archives de guerre en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis. C'est d'ailleurs la force de ce livre. En revanche, le jupon dépasse un peu trop lorsque l'auteur s'évertue à vouloir dépeindre les nationalistes canadiens-français comme des pétainistes à tous crins. Dès juin 1940, affirme-t-il, les nationalistes expriment bruyamment leur admiration pour Pétain en dénonçant sans relâche la participation du Canada au conflit (p. 42). À la page suivante, il ajoute : « Au cours de l'été 1940, la presse nationaliste et catholique se fait volontiers l'écho des initiatives politiques et sociales du maréchal Pétain » (p. 43). Tout cela est vrai, mais qu'en est-il de la presse canadienne-française prônant l'unité canadienne, comme le font les quotidiens *La Presse*, *Le Soleil* et *Le Canada*? En juillet 1940, par exemple, on note que *Le Soleil*, de Québec, qui est l'organe de presse du Parti libéral de Mackenzie King au Québec, prend aussi la défense de Pétain : « Au Canada français, on se gardera de juger témérairement un Maréchal Pétain et un Général Weygand, qu'il ne faut pas confondre avec des politiciens ordinaires. Dans des circonstances tragiques, ils ont mission de protéger un peuple malheureux qui reste attaché au sol de la patrie<sup>2</sup>. » Voilà une nuance importante, car ce n'est qu'en juin 1941 que le maréchal Pétain tombe en disgrâce aux yeux de tous les éditorialistes

---

<sup>1</sup> Journal personnel du premier ministre William Lyon Mackenzie King, Bibliothèque et Archives Canada, MG26-J13, Item 21807, sur le site de Bibliothèque et Archives Canada, [<http://www.bac-lac.gc.ca/fra/decouvrez/politique-gouvernement/premier-ministres/william-lyon-mackenzie-king/Pages/item.aspx?IdNumber=21807>].

<sup>2</sup> « Liberté, égalité, fraternité », *Le Soleil*, éditorial, 10 juillet 1940, p. 4.

du Canada français alors que le régime de Vichy resserre sa collaboration avec l'Allemagne nazie. Même *Le Devoir*, qui s'était montré si complaisant envers Pétain au printemps 1940, change de discours à l'égard du valeureux maréchal, héros de la Grande Guerre. Le 14 juin 1941, le directeur du *Devoir*, Georges Pelletier, écrit, à la une du journal : « La France, menée aux bords de l'abîme par des chefs aveugles, sans prestige, inconscients de ce qui s'en venait et qui avaient mis à se tenir les yeux fermés tant d'acharnement qu'il ne leur en restait même plus pour tâcher à y voir clair, la France, en juin 1940, épuisée d'une lutte perdue, saignant de toutes parts, a cherché du répit. Si elle ne l'avait eu, elle allait être anéantie<sup>3</sup>. » Plus loin, Courteaux attribue à Georges Pelletier des propos malveillants à l'égard des Juifs français. « Pelletier, écrit Courteaux, pousse le zèle encore plus loin lorsqu'il approuve les mesures à caractère antisémite de l'État français, des "mesures indispensables à la sûreté de l'État" » (p. 123). Vérification faite dans *Le Devoir* du 18 octobre 1940, Pelletier citerait plutôt le gouvernement de Vichy qui vient d'adopter une « législation antisémite en France inoccupée ». Voici ce que dit l'article du *Devoir* : « Il ne s'agit pas là de mesures vexatoires, mais de mesures indispensables à la sûreté de l'État, affirme le gouvernement de Vichy<sup>4</sup>. »

Par ailleurs, Courteaux cite un sondage, effectué au Québec en juillet 1942 par le ministère des Affaires extérieures canadiennes, qui révèle que près de 75 % des Canadiens français approuvaient l'action politique de Pétain, contre seulement 33 % qui étaient plutôt favorables à de Gaulle. De plus, 66 % des répondants se disaient opposés à toute déclaration de guerre à la France, alors dirigée par le régime de Vichy<sup>5</sup>. De fait, on ne peut nier que des nationalistes canadiens-

<sup>3</sup> Georges Pelletier, « Il y a un an... et depuis où va l'Europe? », *Le Devoir*, 14 juin 1941, p. 1.

<sup>4</sup> Georges Pelletier, « La législation antisémite en France inoccupée », *Le Devoir*, 18 octobre 1940, p. 1.

<sup>5</sup> Ce sondage est cité dans le livre d'Olivier Courteaux, tout comme dans la thèse de doctorat de Paul Morgan Couture, *Politics of Diplomacy: The Crisis of Canada-France Relations, 1940-1942*, Toronto, Université York, 1981.

français de l'après-guerre eurent des sympathies pour Pétain et ses collaborateurs. En tête de liste, on retrouve l'historien français Robert Rumilly, proche du gouvernement de l'Union nationale de Maurice Duplessis, qui a été le protégé de Jacques Dugé de Bernonville, un collaborateur français, qui a trouvé refuge au Québec en 1946<sup>6</sup>. Lorsque l'identité de Bernonville fut dévoilée, plusieurs personnalités québécoises s'opposèrent à sa déportation en France. Parmi celles-ci, on retrouve le maire de Montréal, Camillien Houde, l'archevêque de Québec, M<sup>gr</sup> Maurice Roy, les députés provinciaux René Chalout et Alfred Plourde, de même que Camille Laurin, Denis Lazure et Doris Lussier<sup>7</sup>.

L'ouvrage se divise en onze chapitres, parfois trop courts – les chapitres 4, 5 et 6 ne comptent qu'une dizaine de pages chacun –, mais ce qui dérange le plus, c'est l'absence de problématique, d'hypothèse de travail et de méthodologie. L'introduction porte essentiellement sur les rapports franco-britanniques en juin 1940. Cette partie du livre n'est pas inintéressante, mais elle ne sert qu'à mettre en contexte la question de l'unité nationale canadienne et de l'effondrement de la France, qui constitue la trame des deux premiers chapitres du livre. Pour le reste, l'ouvrage de Courteaux se lit comme une série d'intrigues qui mettent en scène les grands dirigeants canadiens, britanniques et américains de la Seconde Guerre mondiale, avec tous les jeux de coulisses diplomatiques que cela implique. À la page 212, l'auteur commet une erreur chronologique en faisant référence à la tentative de débarquement des troupes canadiennes à Dieppe le 17 août 1942. Or, on le sait, il s'agit plutôt du 19 août 1942.

Hormis cette erreur de date et les tentatives répétées de l'auteur d'asseoir au banc des accusés de l'histoire *Le Devoir* et les nationalistes canadiens-français des années 1930, l'ouvrage d'Olivier Courteaux se révèle fort utile pour comprendre les grands enjeux de la politique internationale, en particulier le rôle du Canada impliqué dans une

---

<sup>6</sup> Voir le livre d'Yves Lavertu, *L'affaire Bernonville : le Québec face à Pétain et à la Collaboration (1948-1951)*, Montréal, VLB éditeur, 1994.

<sup>7</sup> *Ibid.*

danse macabre – mais inévitable – au bras de l’Angleterre, des États-Unis et de la France, divisée en deux factions l’une aussi embarrassante que l’autre pour le gouvernement de Mackenzie King, davantage soucieux de maintenir l’unité canadienne que de jouer le jeu de la diplomatie internationale en temps de guerre.

— *Hugues Théorêt*  
*Département d’histoire*  
*Université d’Ottawa*

**Michelle Landry. *L’Acadie politique : histoire sociopolitique de l’Acadie du Nouveau-Brunswick*, Québec, Les Presses de l’Université Laval, 2015, 158 p.**

Décidément, la production scientifique des dernières années est fertile en études des questions référentielles et de l’organisation sociopolitique en Acadie<sup>1</sup>, champs largement délaissés depuis les années 1970<sup>2</sup>. C’est dans le sillon de cette production que s’inscrit l’ouvrage de la sociologue Michelle Landry. Version remaniée de sa thèse de doctorat, cet ouvrage présente une « lecture sociopolitique » de l’Acadie du Nouveau-Brunswick qui a pour but « d’examiner comment sont nés et se sont modifiés les projets politiques collectifs acadiens au fil du temps » et de « comprendre le jeu des acteurs à différentes périodes, la visée de leurs projets politiques et le contexte dans lequel ils s’insèrent » ; bref, l’auteure tente « d’examiner comment, au cours de son histoire, [l’Acadie du Nouveau-Brunswick] arrive [...] à former une communauté politique, c’est-à-dire une

<sup>1</sup> Julien Massicotte, *L’Acadie du progrès et du désenchantement, 1960-1994*, thèse de doctorat (histoire), Québec, Université Laval, 2011 ; David Lonergan, *Naissance de la modernité acadienne*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2013 ; Joseph Yvon Thériault, *Évangéline : contes d’Amérique*, Montréal, Québec Amérique, 2013 ; Joel Belliveau, *Le « moment 68 » et la réinvention de l’Acadie*, Ottawa, Les Presses de l’Université d’Ottawa, 2014.

<sup>2</sup> Jean-Paul Hautecoeur, *L’Acadie du discours : pour une sociologie de la culture acadienne*, Québec, Les Presses de l’Université Laval, 1975 ; Léon Thériault, *La question du pouvoir en Acadie*, Moncton, Éditions d’Acadie, 1982.